

DIRECTION  
DE LA  
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAU D 3

Numéro dans les séries spéciales :  
1923 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....
n° .....	du .....

Cette instruction a été abrogée par l'instruction  
n° ..... du .....

STATISTIQUE DES COMPTES DES COMMUNES,  
DES DÉPARTEMENTS  
ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX  
POUR L'EXERCICE 1966

TOME I

COLLECTIVITÉS PUBLIQUES TERRITORIALES

DOCUMENTS À ANNOTER

- Instruction n° 58-182 - S du 29 septembre 1958 (exercice 1956).
- Instruction n° 59-67 - S et T du 9 avril 1959 (exercice 1957).
- Instruction n° 61-36 - S et T du 25 février 1961 (exercice 1958).
- Instruction n° 61-136 - S et T du 23 octobre 1961 (exercice 1959).
- Instruction n° 62-124 - S et T du 5 novembre 1962 (exercice 1960).
- Instruction n° 63-169 - S et T du 3 novembre 1963 (exercice 1961).
- Instruction n° 64-142 - S et T du 8 décembre 1964 (exercice 1962).
- Instruction n° 65-95 - S et T du 7 décembre 1965 (exercice 1963).
- Instruction n° 67-14 - S et T du 31 janvier 1967 (exercice 1964).
- Instruction n° 68-117 - S et T du 1<sup>er</sup> octobre 1968 (exercice 1965).

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

DIFFUSION  
G  
31

RGP	PGT	TPG	DOM	TPC-RF	P	TAC	PGA
-----	-----	-----	-----	--------	---	-----	-----

## STATISTIQUES DES COMPTES DES COLLECTIVITES LOCALES POUR L'EXERCICE 1966

### TOME I

#### COMMUNES, DEPARTEMENTS, GROUPEMENTS DE COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX RATTACHES

#### Observations.

Le présent document a pour objet de présenter les résultats financiers des collectivités et établissements publics locaux pour l'année 1966.

Il diffère sur plusieurs points des publications précédentes :

- les commentaires reprennent le plus souvent en compte, outre celles de l'année 1966, les séries statistiques disponibles depuis 1962, chaque fois que les normalisations des nomenclatures comptables le permettent, afin de pouvoir mieux déceler des évolutions et d'en dégager la signification ;
- par ailleurs, l'analyse est effectuée pour les collectivités les plus importantes (communes et départements) en termes réels, c'est-à-dire après élimination des écritures d'ordre entre section de fonctionnement et d'investissement afin de pouvoir conférer aux évolutions constatées une signification plus économique ;
- l'ouvrage a été scindé en deux volumes : le premier concerne les collectivités locales *stricto sensu* (communes, départements, groupements et collectivités, établissements locaux à comptabilité distincte). Le second regroupe les résultats des établissements hospitaliers et des offices d'H. L. M.

Les annexes demeurent inchangées par rapport aux publications précédentes : elles concernent la seule année 1966 et retracent d'une manière détaillée les résultats des collectivités selon les cadres comptables en vigueur.

#### Synthèse générale.

Les tableaux ci-après donnent une vue d'ensemble des opérations des collectivités locales et de leurs établissements pour l'exercice 1966. Repris directement des sections de fonctionnement et d'investissement, ils intègrent les opérations d'ordre pour les communes et les départements.

Le total des charges d'exploitation et d'investissement s'élève à 44.793 millions de francs, soit 8,4 % du produit national brut (base 1962) en 1966.

Rapportées au budget général de l'Etat pour 1966 (loi de finances finale), ces charges en représentent 38,6 %.

Les dépenses d'investissement totales des collectivités locales (1), s'élèvent à 107,2 % des dépenses civiles d'investissement de l'Etat pour 1966, dont 67,4 % pour les communes, 21,2 % pour les départements et 11,5 % pour les syndicats.

Par ailleurs, on peut noter que les charges totales des collectivités s'élèvent de 11 % en 1966 par rapport à 1965, accusant ainsi une légère avance sur la progression de 10 % du budget de l'état constaté pour la même période.

(1) Apprécies d'après la maîtrise d'ouvrage seulement. Pour tenir compte de l'effort financier net des collectivités, il conviendrait de retrancher les subventions d'équipement versées par l'Etat.

**EXPLOITATION**  
(En milliers de francs.)

	CHARGES					PRODUITS				
	Achats de fournitures.	Frais de personnel.	Travaux et services extérieurs.	Diverses charges.	Total des charges.	Produits d'exploitation.	Produits fiscaux.	Subventions et recouvrements.	Divers produits.	Total des produits.
Départements .....	487	992	968	7.385	9.832	546	4.834	3.993	740	10.113
Communes .....	884	5.501	2.118	7.458	15.961	1.462	11.771	1.413	1.779	16.425
Régies (y compris R. A. T. P.).....	261	1.181	203	445	2.090	1.249	»	750	238	2.237
Syndicats .....	32	90	76	628	826	254	61	433	121	869
Services de lutte contre l'incendie.	2	15	6	34	57	37	»	30	»	67
Budgets annexes :										
Départementaux..	35	51	9	38	133	88	»	»	45	133
Communaux .....	35	13	3	7	58	49	»	4	9	62
Bureaux d'aide so- ciale .....	81	50	9	78	218	30	45	97	58	230
Caisse des écoles...	152	64	12	24	252	141	»	94	24	259
Totaux.....	1.969	7.957	3.404	16.097	29.427	3.856	16.711	6.814	3.014	30.395
Rappel des totaux de 1965.....	1.839	7.329	3.237	14.281	26.686	3.588	14.686	6.322	2.957	27.553
Variation de 1965 à 1966.....	+ 7,2 %	+ 8,6 %	+ 5,2 %	+ 12,7 %	+ 10,3 %	+ 7,5 %	+ 13,8 %	+ 7,5 %	+ 2,6 %	+ 10,3 %

